

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 308 / Août 2020

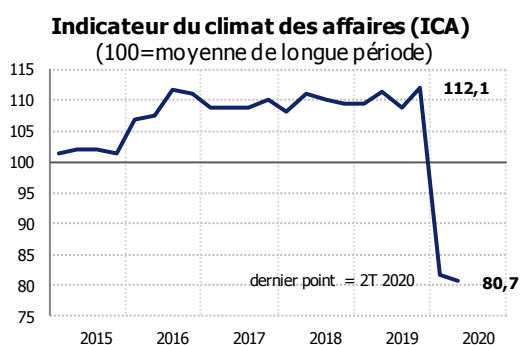
TENDANCES CONJONCTURELLES

2^{ÈME} TRIMESTRE 2020

LES PRINCIPALES ÉTAPES DE LA LUTTE CONTRE LE COVID-19 EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

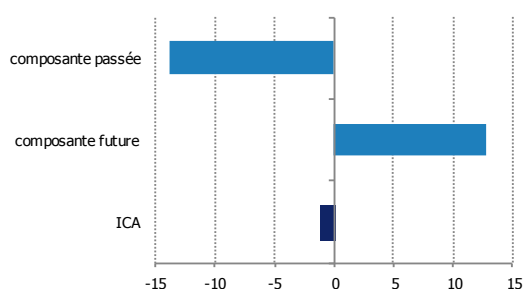
- 11 mars : Premier cas de Covid-19 confirmé en Polynésie française
- 20 mars : Mise en place du confinement et fermeture des activités non-essentielles
- 27 mars : Fermeture du trafic aérien commercial (seuls neufs vols de continuité territoriale vers Paris sont opérés du 7 avril au 2 juillet)
- 20 avril : Allègement du confinement sauf à Tahiti et Moorea
- 29 avril : Allègement du confinement à Tahiti et Moorea, les déplacements libres sont autorisés pendant la journée
- 21 mai : Levée totale des mesures de confinement, les liaisons aériennes domestiques reprennent le 22 mai
- 3 juillet : Reprise des vols commerciaux avec la France, les arrivants sont placés en septaine
- 15 juillet : Reprise des liaisons commerciales internationales, suspension des mesures d'isolement

Dans l'œil de la crise ?



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Contributions à l'évolution de l'ICA au deuxième trimestre 2020



Les mesures de lutte contre le Covid-19, adoptées dès la fin du premier trimestre, ont fortement ralenti l'économie pendant plusieurs semaines et ont fragilisé le tissu entrepreneurial. Après une chute de 30,3 points au premier trimestre, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de 1,1 point supplémentaire au trimestre suivant. Il s'établit à 80,7, son niveau le plus bas depuis 2010.

Cette dégradation résulte du sombre bilan trimestriel dépeint par les entreprises sondées. Néanmoins, une amélioration de la situation est escomptée pour les trois prochains mois comme en témoigne la composante future qui atténue cette baisse.

Légère contraction des prix à la consommation

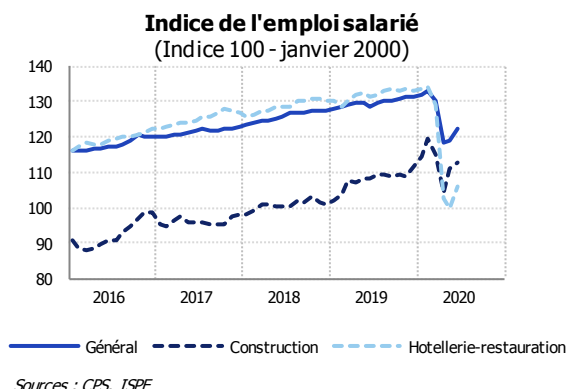
Sur douze mois, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse légèrement, -0,4 %. La division Utilisation des véhicules personnels y contribue fortement en raison de la diminution de 7 % du prix des carburants. La réduction du coût des télécommunications se poursuit également (-13,2 %).

À l'inverse, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées maintiennent un glissement annuel positif de 2,5 %, tout comme la division Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+1,3 %).

Un niveau d'emploi sauvegardé

Après une chute sensible aux mois de mars (-1,2 %) et avril (-9,4 %), la levée des mesures de confinement, assortie de perspectives d'activité plus favorables, permettent un rebond de l'Indice de l'emploi salarié au mois de juin (+3,1 %) qui touche tous les secteurs. Cette résilience de l'emploi est confirmée par l'enquête trimestrielle de l'IEOM dans laquelle les répondants se montrent moins pessimistes quant à l'évolution de leurs effectifs pour les trois prochains mois.

Les dispositifs de sauvegarde de l'emploi (Revenus et indemnité de solidarité puis DiESE et DESETI, et également les CAES ou des PGE) qui ont garanti un revenu minimal à de nombreux employés et travailleurs indépendants ont provisoirement atténué les effets de la baisse de l'activité sur le monde du travail¹.

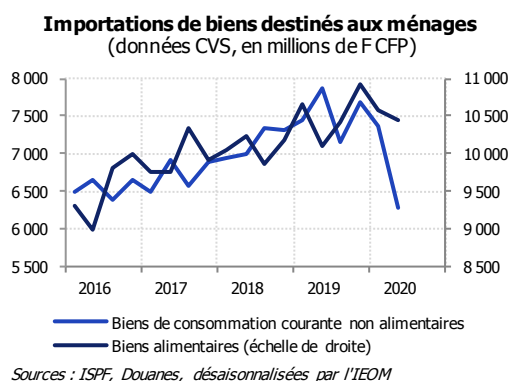


La consommation peine à redémarrer

En raison de la fermeture des commerces jugés « non essentiels » pendant près de six semaines, les commerçants interrogés par l'IEOM constatent une forte dégradation de leur niveau d'activité. Face à cette contraction de la demande, les importations de biens de consommation courante non-alimentaires diminuent de 15,5 % (CVS) au deuxième trimestre 2020.

Avec la sortie du confinement, la consommation reprend légèrement, comme en témoigne l'augmentation des paiements par carte bancaire de 61 % pour mai et juin par rapport à avril.

Les ménages n'en restent pas moins prudents et ralentissent nettement leur recours aux crédits à la consommation, dont la production diminue de 33,8 % en glissement annuel au deuxième trimestre. Les ventes de biens d'équipement durables se contractent ainsi fortement à l'instar des véhicules de tourisme neufs (-32,2 % en glissement annuel).

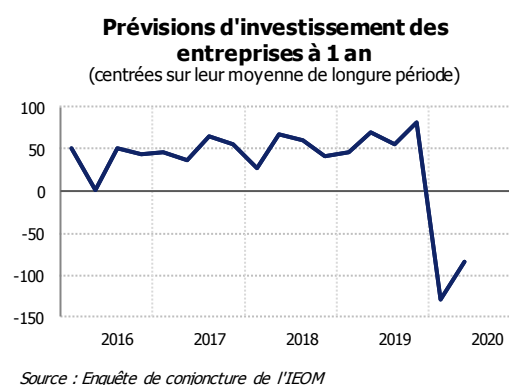


Seul l'investissement des ménages se maintient au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2020, de nombreuses entreprises sont contraintes de rediriger une part de leur budget d'investissement prévisionnel pour répondre à leurs charges courantes. La plupart des entrepreneurs interrogés par l'IEOM prévoient de renoncer à leurs investissements au cours de l'année à venir.

Avec une augmentation de l'encours des crédits à l'habitat de 5,4 % sur l'année, les ménages semblent quant à eux poursuivre leurs investissements.

Enfin, à l'instar du secteur privé, les investissements publics ont été décalés. Les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement baissent ainsi de 35 % par rapport au deuxième trimestre 2019.



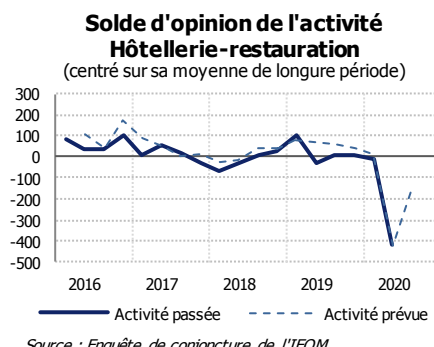
¹ Pour plus d'information, voir la note du CEROM : [Impact du COVID-19 : résultats de l'enquête auprès des entreprises](#)

Une dégradation généralisée, mais hétérogène

Le secteur touristique en proie aux incertitudes

L'interdiction des vols commerciaux a conduit à l'arrêt du secteur touristique pendant plusieurs semaines. Seule l'ouverture du trafic interinsulaire, à partir de la fin du mois de mai, a induit un léger redémarrage des séjours pour les résidents. La reprise du trafic aérien international le 15 juillet permet aux acteurs interrogés par l'IEOM d'envisager un renforcement de leur activité au troisième trimestre. Face à l'évolution de situation sanitaire dans les principaux marchés émetteurs, un retour à la normale n'est néanmoins pas attendu rapidement.

Pour les autres services, la levée des mesures de confinement a eu un impact très inégal. Alors qu'une partie des restaurateurs et des services à la personne ont bénéficié du rebond de la consommation, les services aux entreprises restent tributaires de leur carnet de commandes. Une partie importante, des entreprises du secteur tertiaire ont accumulé des pertes importantes et se trouvent en fin de trimestre face à des situations de trésorerie difficiles.



L'apparente résistance du secteur de la construction

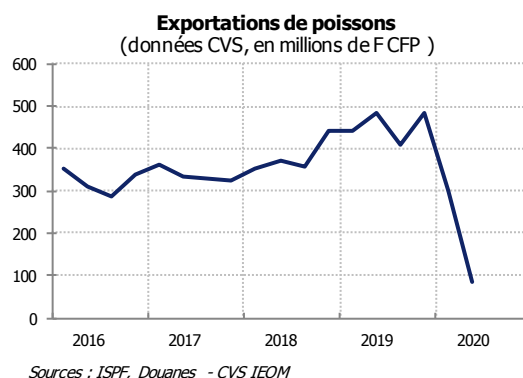
Les entrepreneurs du secteur de la construction interrogés par l'IEOM jugent que leur perte d'activité a été moindre au deuxième trimestre que ce qu'ils avaient anticipé. Ils prévoient même une solide reprise au cours des trois prochains mois. Malgré les difficultés d'approvisionnement, notamment dans les îles, les importations de matériaux de construction ont fortement augmenté en glissement annuel : +189,4 % pour le ciment, 103,8 % pour le carrelage et +27 % pour le bois transformé. Cependant ce dynamisme se fonde sur les chantiers déjà amorcés et plusieurs professionnels s'inquiètent de la contraction des investissements au cours des trois prochains mois.

Les entreprises du secteur de l'industrie, fortement impactées par l'arrêt de certaines unités de production pendant le confinement, ont été contraintes de réduire leurs effectifs. Malgré une augmentation des exportations de produits agroalimentaires (+ 2,1 %), cette filière, comme le reste du tissu industriel, compte sur un redémarrage rapide de la consommation afin de retrouver un niveau d'activité satisfaisant.

Les mauvais résultats des exportations du secteur primaire

Principalement composé de filières dépendant de l'export, le secteur primaire polynésien a été fortement impacté par l'interruption du fret aérien et les dérèglements des flux commerciaux internationaux.

Déjà fragilisées par une conjoncture défavorable depuis plusieurs années, les recettes générées par exportations de perles atteignent seulement 1,1 million de F CFP, contre 779 millions un an plus tôt. Également touchées, la pêche et la production de noni voient les recettes générées à l'étranger se contracter respectivement de 80 % et 33 %. Seule la vanille résiste grâce à une hausse des prix qui permet une progression des revenus à l'export de 26 % par rapport au deuxième trimestre de 2019, malgré une baisse en volume de 5 %.



L'ÉCONOMIE MONDIALE S'ENFONCE DANS UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juin 2020, le PIB mondial devrait se replier de 4,9 % en 2020. Ces perspectives ont été nettement revues à la baisse depuis avril puisque le FMI anticipait alors une contraction de 3 % sur l'année. Il convient toutefois de rappeler que ces prévisions présentent un degré d'incertitude élevé puisque le scénario retenu se base sur plusieurs hypothèses relatives à l'évolution de la pandémie dans le monde et à ses répercussions sur l'économie. En 2021, la croissance mondiale s'élèverait à 5,4 %, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. Le PIB mondial de 2021 ne dépasserait alors qu'à peine son niveau de 2019.

Aux États-Unis, le PIB a diminué de 9,5 % au deuxième trimestre 2020, en glissement trimestriel, après un recul de 1,3 % au premier trimestre. Cette chute s'explique principalement par la baisse marquée de la consommation des ménages (-10,1%) et de l'investissement privé (-15,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une contraction du PIB de 8,0 % nettement supérieure à la première estimation d'avril (-5,9 %).

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 12,1 % au cours du deuxième trimestre. Il s'agit de loin du repli le plus important depuis le début des séries temporelles en 1995. À fin juin, le taux d'inflation s'est établi à 0,3 % tandis que le taux de chômage a retrouvé une tendance haussière au deuxième trimestre pour s'élever à 7,8 %. Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 10,2 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une contraction de 13,8 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 11,0 % tandis que l'investissement a chuté de manière encore plus prononcée (-17,8 %). Les exportations ont également nettement reculé sur le trimestre (-25,5 %) et à un rythme plus soutenu que les importations (-17,3 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 12,5 % sur l'ensemble de l'année.

Au Japon, alors que l'économie n'avait été que modérément touchée par la crise sanitaire au premier trimestre (-0,9 %), le PIB s'est contracté de 7,8 % sur les trois mois suivants. Cette tendance s'explique principalement par le regain épidémique entre avril et juin qui a entraîné un net recul de la consommation des ménages (-8,2 %) et des exportations (-18,5 %), notamment dans le secteur automobile. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,8 % dans ses dernières estimations.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 3,0 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays puisque si la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,0 % sur l'année, le Brésil et le Mexique verraient le leur se replier de respectivement 9,1 % et 10,5 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 août 2020.

LA ZONE ASIE PACIFIQUE : LE POIDS DE L'ISOLEMENT

Au deuxième trimestre 2020, la région connaît, au gré de l'évolution de la Covid-19, des situations contrastées, selon l'ampleur des mesures sanitaires et de soutien public à l'économie adoptées.

La **Chine**, pour sa part, évite la récession, avec un rebond de son PIB à +3,2 % en glissement annuel (-6,8 % au premier trimestre), porté par les stimuli publics et le secteur secondaire (construction 7,8 % et industrie +4,7 %). En juillet, la production industrielle enchaîne un quatrième mois consécutif de hausse (+4,8 % en rythme annuel) et les exportations progressent de 7,2 %. La consommation privée, en revanche, est à la traîne, les ventes au détail reculant de 1,1 %, après -1,8 % en juin.

En **Corée du Sud**, le PIB se contracte de 3 % au deuxième trimestre, plombé par le recul des exportations qui se poursuit en juillet (-7 % en glissement annuel). Il en va de même pour **Singapour** dont l'économie affiche -42,9% sur le trimestre, et la **Thaïlande** (-9,7 %), touchée par l'arrêt total du tourisme.

La **zone Pacifique** est toujours très affectée par les très strictes restrictions des voyages internationaux et plus particulièrement les petits états insulaires, qui tirent une part importante de leurs revenus du tourisme. À Fidji, les arrivées de visiteurs sont en recul de 72 % sur les sept premiers mois de l'année (142 000 contre 504 000 en 2019). Les plus grands pays, Australie et Nouvelle-Zélande, sont également pénalisés, par les diverses mesures de confinement imposées.

En **Australie**, le marché du travail s'est fortement dégradé, avec un taux de chômage à 7,4 % en juin contre 5,2 % en mars (7,5 % en juillet). Il pèse sur la consommation des ménages, comme l'illustre la contraction de 3,4 % des ventes de détail sur le deuxième trimestre. La confiance des entreprises est ébranlée ainsi que le constate l'*Australian Bureau of Statistics* à travers son enquête Covid-19 ; l'investissement privé se replie de 5,9 % au deuxième trimestre (-2,1 % au premier trimestre), sa plus forte baisse depuis quatre ans. Dans ce contexte, la plupart des analystes s'attendent à une nouvelle évolution négative du PIB au deuxième trimestre (-0,3 % au premier trimestre), signifiant une entrée en récession, une première depuis 1991.

En **Nouvelle-Zélande**, le taux de chômage demeure contenu au deuxième trimestre, 4 % après 4,2 % au précédent, avec cependant une progression du sous-emploi, de 10,4 % à 12 %. Les ventes au détail s'effondrent, -14,2 % en volume en glissement annuel, suite au confinement strict de la population et à la fermeture des frontières.

Sources : OCDE, Direction générale du Trésor. Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Fiji Bureau of Statistics